

*Dans La Haine de la démocratie, publié en 2005, vous proposiez des règles «permettant à un système représentatif de se déclarer démocratique» – des mandats électoraux courts et non renouvelables, le monopole des représentants du peuple sur l'élaboration des lois, le contrôle de l'ingérence des puissances économiques dans les processus électoraux... Dans d'autres textes de la même époque, vous suggériez de laisser une large part au tirage au sort dans le choix du «personnel gouvernant» pour éviter qu'il soit constitué de «ceux qui aiment le pouvoir et sont adroits à s'en emparer».*

*La Haine date maintenant d'une douzaine d'années. Pensez-vous toujours que la démocratie soit la notion centrale autour de laquelle continuent à tourner les questions politiques? Que le choix de ceux qui nous représentent reste déterminant? N'a-t-on pas assisté pendant ces dernières années à la décomposition du système représentatif? La question actuelle n'est-elle pas de trouver la manière de s'en débarrasser – et de vivre enfin sans gouvernement?*

*La Haine de la démocratie ne proposait pas un agenda politique mais une réflexion sur l'idée de démocratie, à partir de la contradiction qui*

## *En quel temps vivons-nous ?*

voyait se développer, au sein d'États qui se définissent eux-mêmes comme *des démocraties*, une furieuse campagne de dénonciation de *la démocratie* comme règne de l'individualisme de masse et destruction du lien social. La thèse centrale du livre était que la démocratie n'est pas un régime politique, qu'elle est la condition égalitaire, la condition anarchique de l'existence même d'un pouvoir spécifiquement politique mais aussi, par cela même, la condition que l'exercice du pouvoir s'emploie incessamment à refouler. Je montrais que ce qu'on appelle communément politique est en fait la contradiction en acte qui fait reposer l'exercice du pouvoir politique sur ce principe démocratique qui le contredit et dont il est la contradiction. C'est dans ce cadre que j'avais étudié l'opposition principielle entre la logique démocratique et la logique représentative et les formes de croisement entre les deux logiques. J'avais en particulier rappelé un certain nombre de principes et de règles qui se déduisent du principe démocratique et qui sont propres à mettre plus de démocratie dans les institutions comme le tirage au sort et les mandats courts, non cumulables et non renouvelables. Je les avais rappelés non comme des recettes à appliquer pour «revitaliser la démocratie», comme on dit aujourd'hui, mais comme des exigences propres à créer un écart à l'égard de la vision dominante qui assimile démocratie et représentation, à

montrer que nos régimes représentatifs sont en fait de plus en plus oligarchiques et que les campagnes républicaines contre les horreurs de l'égalité sont le point d'honneur théorique du processus d'inégalité croissante dans nos sociétés et nos institutions<sup>1</sup>.

J'avoue trouver comique l'idée que nous aurions dépassé tout cela. La campagne républicaine que je dénonçais alors s'est amplifiée jusqu'à devenir la grande cause nationale et à faire du port de tel ou tel costume de bain «la question» dont dépend l'avenir de notre civilisation. Quant à la décomposition du système représentatif, c'est une vieille lune qui soutient depuis les années 1880 les espérances et les illusions d'une gauche «radicale» toujours prête à voir dans les faibles taux de participation à telle ou telle élection partielle la preuve d'un désinvestissement massif du système électoral. Mais il n'y a pas décomposition du système représentatif. Les institutions ne sont pas des êtres vivants : elles ne meurent pas de leurs maladies. Ce système tient le coup et trouve le moyen de s'arranger avec les anomalies et les monstres qu'il secrète : il crée par son mécanisme même la place de ceux qui prétendent représenter les non-représentés ; et il

---

1. Je profite de l'occasion pour signaler que l'ouvrage de Jacques Rancière régulièrement annoncé

sous le titre *Comment revivifier la démocratie* n'existe pas.

## *En quel temps vivons-nous ?*

fait de sa médiocrité même un principe de résignation à sa nécessité. En face de cela les mouvements extra- ou anti-parlementaires récents n'ont pas créé de réel espace politique alternatif. Les mouvements des places qui ont été, dans ces dernières années, les plus vigoureuses affirmations démocratiques n'ont pas réussi à déboucher sur la création de mouvements politiques autonomes par rapport aux agendas étatiques. Leur héritage s'est parfois dissipé, parfois prolongé dans des formes alternatives mais il a aussi été capté par des partis de « gauche de la gauche » qui jouent le jeu des programmes électoraux et des alliances et négociations entre partis de gouvernement comme Podemos ou Syriza. L'énergie d'Occupy Wall Street a soutenu la campagne de Sanders qui n'a eu finalement que le choix de soutenir Hillary Clinton. Et la circonstance électorale dans notre pays risque d'être marquée par l'habituelle débandade d'une foule d'esprits de gauche, adeptes de la logique du « moins pire ». Ceux qui nous demandaient naguère de voter Hollande parce qu'il était moins pire que Sarkozy nous inviteront cette fois à voter Macron parce qu'il est moins pire que Fillon ou Fillon parce qu'il est moins pire que Marine Le Pen et, dans cinq ans, à soutenir Marine Le Pen parce qu'elle est moins pire que sa nièce. La tête pensante de Nuit debout nous appelait à dire : nous ne voterons plus jamais socialiste. Je pense qu'il aurait

mieux valu dire: nous ne voulons plus de présidents et d'élections présidentielles. Je pense qu'une campagne de mise en cause frontale des primaires «démocratiques» et du processus même de l'élection présidentielle était une issue toute logique du mouvement et l'occasion précisément de marquer que la démocratie est autre chose qu'une affaire de choix du petit nombre par le grand nombre.

Vivre sans gouvernement est assurément un bel objectif à se donner. Mais ça l'était pareillement en 2005 et pareillement déjà en 1850 quand les révolutionnaires vaincus se sont emparés de l'idée de la «législation directe par le peuple» ou ont commencé à opposer l'association ou «la sociale» au gouvernement. Cela veut dire que nous ne sommes pas plus près de ce but qu'en 1850. Pour s'en approcher, il faut justement commencer par se débarrasser de l'idée que ce but est amené par le cours même des choses. Il faut en finir avec la vieille idée marxiste que le monde de la domination secrète sa propre destruction, que «tout ce qui est solide se dissipe dans les airs» et que les institutions et croyances qui soutenaient l'ordre ancien se dissolvent d'elles-mêmes dans les fameuses «eaux glacées du calcul égoïste». Selon cette logique États, parlements, religions et idéologies disparaîtraient de par le développement même du capitalisme. Aujourd'hui encore le discours dominant